

# LA CRISE ISLANDAISE

## UN PAYS AU BORD DE LA FAILLITE

**F**IN 2007, l'Islande était considérée comme un pays riche, classée le 5<sup>e</sup> pays le plus riche du monde par l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique).

Fin 2008, l'Islande, touchée de plein fouet par la crise financière mondiale, est quasi en faillite, obligée de quémander des prêts pour retrouver des liquidités. Les dettes des trois grandes banques ont augmenté en octobre 2008 de 900%. Le niveau d'endettement du pays représente 170% de son PIB. La dette publique qui était de 29% fin 2007 devront passer à 100% en 2009.

Les économies de 85.000 petits épargnants sur les 320.000 habitants que compte l'île ont été englouties. Fortement endettés, les habitants ne peuvent faire face à leurs échéances : la monnaie ayant été dévaluée de plus de 50% alors que les taux d'intérêt s'élèvent à près de 20%.

Alors que le chômage était quasi nul, le taux de chômage en janvier est à plus de 8%. En quelques semaines, des milliers de personnes ont perdu leur argent.

Durement touchés, les retraités, dont la retraite par capitalisation dépend du système bancaire, sont contraints d'avoir recours aux repas organisés par les organisations caritatives.

Désespérés et révoltés, depuis début octobre, les habitants manifestent chaque samedi devant le Parlement exigeant la démission du gouvernement qu'ils rendent responsable de cette crise.

De pacifiques, les manifestations ont tourné à l'émeute le 25 janvier et le gouvernement a démissionné, annonçant de prochaines élections législatives.

Un nouveau gouvernement a été élu, chargé d'organiser les élections et d'apporter des solutions à la crise, des solutions qui ne changeront pas fondamentalement l'économie du pays.

### La faillite d'un système parvenu à son paroxysme

L'Islande est l'exemple typique d'un petit pays qui a choisi de s'intégrer totalement dans la globalisation économique mondiale en suivant le modèle américain.

Pays relativement pauvre, l'Islande petite île Nord-atlantique au climat rude, peu peuplée (300.000 habitants sur une centaine de km<sup>2</sup>) vivait essentiellement de la pêche et de l'élevage de moutons.

Dans les années 1990, le parti de l'Indépendance au pouvoir, sous l'impulsion de David Oddsson, ancien 1<sup>er</sup> ministre, puis gouverneur de la banque centrale d'Islande, mène une politique de libéralisation du secteur financier à l'origine du boom économique vertigineux avec un pic de 7,7% responsable de croissance en 2004, mais aussi de la crise spectaculaire (récession prévue de près de 10% pour 2009).

Les petites banques qui existaient ont fusionné en 3 grandes banques puis, adepte du libéralisme à tout crin, le gouvernement a entrepris la privatisation de tout le système bancaire entre 2000 et 2003. La banque centrale décidant de taux d'intérêt élevé entre 15 et 20%, les bénéficiaires des actionnaires étaient pharamineux, en même temps que les entrepreneurs actionnaires de ces banques s'enrichissaient et créaient des filiales à l'étranger, essentiellement au Royaume Uni, en Allemagne et en France (8000 employés en France dans l'agro-alimentaire, exemple Labeyrie) et même en Russie (boissons alcoolisées).

Les filiales des banques islandaises étaient particulièrement florissantes au Royaume Uni et aux Pays Bas, où leur taux d'intérêt attirait les épargnants.

Les banques islandaises, comme

Russie propose un prêt de 4 milliards de dollars à faible intérêt. Le FMI se précipite alors en Islande (comme il le fait pour la Hongrie) et accorde une aide de 1,67 milliards de dollars moyennement un plan de redressement. Et le Conseil nordique (Finlande, Norvège, Danemark et Suède) prête également 2,5 milliards d'euros.

D'autres pays, outre la Russie, proposent aussi une aide : la Pologne (450 millions d'euros) les îles Féroé (40) l'Allemagne (306) et l'Union européenne négocie.

L'Islande est sauvée de la faillite mais en sort encore plus endettée.

### La révolution des casseroles

L'Islande est sauvée de la faillite mais les Islandais sont ruinés (sauf les quelques entrepreneurs qui tirent leur épingle du jeu).

Depuis le mois d'octobre, immé-

trale, de nouvelles élections, une enquête sur la responsabilité des hommes politiques et une nouvelle Constitution.

Le 26 janvier, Geir Haarde, par ailleurs malade (il est atteint d'un cancer) propose des élections anticipées pour le 9 mai.

### Le nouveau gouvernement

Depuis les élections législatives de 2007, le Parti de l'Indépendance, le parti le plus important, formait un gouvernement de coalition avec l'Alliance du peuple (ancien parti social démocrate).

Dans ce gouvernement, la social-démocrate Johanna Sigurdardottir occupait le poste de ministre des affaires sociales. Le président islandais Ragnar Grimsson a désigné J. Sigurdardottir pour former le gouvernement pour un comité période puisque la nouvelle coali-

social-démocrate (la composante la plus importante) l'Alliance du peuple et la liste des femmes.

- le Mouvement gauche-Verts qui regroupe l'Alliance du peuple, l'aile gauche de cette formation, assimilée à des « communistes » (à tort ?) et les écologistes. Le mouvement a progressé aux dernières élections passant de 7 à 9 sièges. Alors que les sociaux démocrates sont pro-européens et fidèles à l'OTAN, l'Alliance du peuple n'est pas favorable à l'Union européenne et est hostile à l'OTAN en exigeant le départ des troupes américaines de l'île.

Devant l'ampleur de la crise, la présidente de l'Alliance du peuple social-démocrate Ingibjorg Sórirn Gísladóttir propose l'adhésion à l'Union européenne.

Cette idée était partagée selon les sondages par plus de 70% de la population en octobre mais actuellement cette idée est en recul et ne recueille plus que 29% d'opinions favorables.

Une telle demande exige une modification de la Constitution, les partis étant en désaccord, les discussions risquent d'être vives dans le futur Parlement.

### Les enjeux géostratégiques

L'Union européenne serait prête à accepter l'adhésion immédiate de l'Islande. Il est vrai que l'Islande est déjà membre de l'espace économique européen et membre de l'espace Schengen.

L'Islande est un État jeune. Ancienne colonie du Danemark, elle n'a obtenu son indépendance qu'en 1944 par l'organisation d'un référendum, à la suite duquel le Parlement a proclamé la République.

Cette indépendance est la conséquence de la seconde guerre mondiale. Le Danemark, étant occupé par les Allemands, les Anglais ont débarqué dans l'île en 1941. Les Américains ont remplacé les Anglais, l'année suivante : 50.000 soldats américains ont débarqué dans l'île.

La guerre terminée, les Américains ont refusé de quitter l'île, imposant leur présence par un accord bilatéral en 1951. Même si les Américains sont peu nombreux actuellement, ils sont toujours présents et ont installé une station radar...

L'Islande, membre de l'OTAN, a toujours été un pieu américain important durant la guerre froide. On comprend l'émoi provoqué aux États-Unis et en Europe lorsque le gouvernement de Geir Haarde a demandé un prêt à la Russie, un moyen de pression efficace puisque le FMI (où dominent les États-Unis) et des pays européens se sont précipités pour apporter leur « aide » au pays...

En attendant, les manifestants islandais sont satisfaits : ils ont obtenu la démission du gouvernement et le renvoi du gouverneur de la Banque centrale. Cependant, faute d'une perspective politique claire, leurs problèmes demeurent.



Dans les rues de Reykjavik : protestation quasi hebdomadaire de milliers de gens pour exiger la démission du gouvernement.

toutes les banques du système financier international, vivent du crédit et de l'endettement.

En Islande même, les banques prêtent sans garantie à une population qui est l'une des plus endettées du monde, une politique semblable à celle des subprime américains.

Le 15 septembre 2008 arriva le krach du groupe financier américain Lehman Brothers qui secoue tout le système financier international.

Les banques islandaises sont les plus durement touchées et leurs filiales à l'étranger également.

C'est le gouvernement britannique qui donne le coup de grâce au système financier islandais. Pour protéger les banques anglaises

liées aux filiales islandaises et les épargnants anglais, Gordon Brown utilise la législation anti-terroriste contre les banques islandaises en gelant leurs avoirs. La Bourse de Reykjavik perd 76. À court de liquidités, le gouvernement islandais cherche des emprunts et seule d'abord la

diamment après l'effondrement boursier, des manifestations pacifiques ont été organisées sur la place principale de Reykjavik devant le Parlement. Chaque samedi c'est le tintamarre des casseroles, des poêles et des tambours pour faire entendre la colère de la population, dénoncer la responsabilité des hommes politiques et des banques dans la banqueroute du pays.

Les manifestants demandent la démission du gouvernement présidé par le conservateur Geir Haarde (parti de l'Indépendance) et de nouvelles élections. Geir Haarde nationalise les banques, emprunte de l'argent mais refuse de démissionner.

Les 20 et 21 janvier, les manifestations tournent à l'émeute. Des projectiles sont lancés sur la police et sur le Parlement. La police répond par des gaz lacrymogènes. Plus de 120 manifestants sont blessés ainsi qu'un policier. Les manifestants réclament désormais la démission du gouvernement, celle du gouverneur de la banque cen-

trale propose des élections anticipées pour le 25 avril.

La nouvelle coalition comprend 4 ministres de l'Alliance du Peuple et 4 ministres du mouvement gauche-Verts ainsi que 2 indépendants.

J. Sigurdardottir a déclaré : « nous allons mettre l'accent sur l'aide aux entreprises et aux familles ».

J. Sigurdardottir, ancienne syndicaliste, fait partie de l'aile gauche du parti de l'alliance.

La nouvelle coalition n'a pas la majorité au Parlement mais le parti du Progrès, parti de centre droit a déclaré soutenir le gouvernement ainsi que quelques députés indépendants.

Le système des partis en Islande est assez complexe.

À droite, on compte 3 partis : le Parti de l'Indépendance, le parti libéral, formé de dissidents du parti de l'Indépendance et le Parti du Progrès surtout implanté dans les milieux ruraux.

À gauche, on trouve 2 partis : - l'alliance du peuple : qui regroupe en fait trois formations : le parti